

---

**Catégorie Gestion du rendement Investors**  
**États financiers intermédiaires**  
Pour le semestre terminé le 30 septembre 2009

---

Les états financiers intermédiaires qui suivent n'ont pas été examinés par les vérificateurs externes du Fonds.  
Les vérificateurs externes effectueront la vérification des états financiers annuels du Fonds conformément aux  
normes de vérification généralement reconnues du Canada.

---

## ÉTATS DE L'ACTIF NET

au 30 septembre 2009 (non vérifié) avec chiffres correspondants au 31 mars 2009  
(en milliers de \$, sauf les montants par action)

	30 septembre 2009	31 mars 2009
<b>Actif</b>		
Placements	75 662	90 060
Trésorerie et équivalents de trésorerie	254	144
Intérêts courus et dividendes à recevoir	19	74
Impôts à recouvrer (exigibles)	207	191
Débiteurs pour titres vendus	91	25
Montant à recevoir des courtiers	-	-
Montant à recevoir du gérant	63	64
Montant net à recevoir pour les écarts sur les contrats à terme standardisés	-	-
Gains non réalisés sur les contrats à terme et autres dérivés	-	-
Autres éléments d'actif	-	-
	634	498
<b>Total de l'actif</b>	<b>76 296</b>	<b>90 558</b>
<b>Passif</b>		
Découvert bancaire	-	-
Montant à verser aux courtiers	-	-
Créditeurs pour titres rachetés	26	-
Charges à payer	-	-
Obligation pour options souscrites	-	-
Pertes non réalisées sur les contrats à terme et autres dérivés	-	-
Autres éléments de passif	-	-
<b>Total du passif</b>	<b>26</b>	<b>-</b>
<b>Actif net</b>	<b>76 270</b>	<b>90 558</b>
<b>Actif net par série à la fin de la période</b>		
Série A	45 911	57 520
Série B	30 359	33 038
<b>Actif net par action à la fin de la période</b>		
Série A	11,27	11,27
Série B	11,27	11,27

## ÉTATS DES RÉSULTATS

pour les semestres terminés les 30 septembre (non vérifié)  
(en milliers de \$, sauf les montants par action)

	2009	2008
<b>Revenus</b>		
Dividendes	-	-
Revenu de fiducie	-	-
Intérêts et autres revenus	167	1 069
Revenu (perte) provenant de dérivés	-	-
Prêt de titres	-	2
Impôts étrangers retenus à la source	-	-
	167	1 071
<b>Charges</b>		
Frais de gestion	449	353
Frais de service	-	-
Frais d'administration	51	35
Taxe sur les produits et services	25	19
Impôts sur le capital	9	2
Autres	-	-
	534	409
Réductions des charges	(377)	-
	157	409
<b>Bénéfice net (perte)</b>	<b>10</b>	<b>662</b>
Gain (perte) réalisé(e)	-	-
Gain (perte) non réalisé(e)	-	-
Commissions et autres frais d'opération de portefeuille	-	-
<b>Gain net (perte) réalisé(e) et non réalisé(e) sur placements et sur change</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'actif net liée aux activités</b>	<b>10</b>	<b>662</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'actif net liée aux activités par série</b>		
Série A	6	372
Série B	4	290
<b>Augmentation (diminution) nette de l'actif net liée aux activités par action</b>		
Série A	-	0,11
Série B	-	0,11

## ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

pour les semestres terminés les 30 septembre (non vérifié) (en milliers de \$, sauf indication contraire)

	2009	2008
<b>Série A</b>		
<b>Actif net au début de la période</b>	57 520	34 930
Augmentation (diminution) de l'actif net découlant des éléments suivants :		
<b>Activités</b>	6	372
<b>Dividendes</b>		
Réguliers	-	-
Gains en capital	-	-
<b>Total des dividendes</b>	-	-
<b>Opérations portant sur les actions</b>		
Produit de la vente d'actions	14 582	26 172
Réinvestissement à partir des dividendes	-	-
Paiement lors du rachat d'actions	(26 197)	(18 615)
<b>Total des opérations portant sur les actions</b>	(11 615)	7 557
<b>Augmentation (diminution) de l'actif net</b>	(11 609)	7 929
<b>Actif net à la fin de la période</b>	45 911	42 859

<b>Série B</b>		
<b>Actif net au début de la période</b>	33 038	22 654
Augmentation (diminution) de l'actif net découlant des éléments suivants :		
<b>Activités</b>	4	290
<b>Dividendes</b>		
Réguliers	-	-
Gains en capital	-	-
<b>Total des dividendes</b>	-	-
<b>Opérations portant sur les actions</b>		
Produit de la vente d'actions	17 597	33 304
Réinvestissement à partir des dividendes	-	-
Paiement lors du rachat d'actions	(20 280)	(22 793)
<b>Total des opérations portant sur les actions</b>	(2 683)	10 511
<b>Augmentation (diminution) de l'actif net</b>	(2 679)	10 801
<b>Actif net à la fin de la période</b>	30 359	33 455

<b>Total</b>		
<b>Actif net au début de la période</b>	90 558	57 584
Augmentation (diminution) de l'actif net découlant des éléments suivants :		
<b>Activités</b>	10	662
<b>Dividendes</b>		
Réguliers	-	-
Gains en capital	-	-
<b>Total des dividendes</b>	-	-
<b>Opérations portant sur les actions</b>		
Produit de la vente d'actions	32 179	59 476
Réinvestissement à partir des dividendes	-	-
Paiement lors du rachat d'actions	(46 477)	(41 408)
<b>Total des opérations portant sur les actions</b>	(14 298)	18 068
<b>Augmentation (diminution) de l'actif net</b>	(14 288)	18 730
<b>Actif net à la fin de la période</b>	76 270	76 314

	2009	2008
<b>Augmentation (diminution) des actions (en milliers)</b>		
<b>Série A</b>		
<b>Actions en circulation au début de la période</b>	5 105	3 140
Ajouter (soustraire) :		
Actions vendues	1 294	2 340
Réinvestissement à partir des dividendes	-	-
Actions rachetées	(2 325)	(1 665)
<b>Actions en circulation à la fin de la période</b>	4 074	3 815
<b>Série B</b>		
<b>Actions en circulation au début de la période</b>	2 931	2 035
Ajouter (soustraire) :		
Actions vendues	1 561	2 978
Réinvestissement à partir des dividendes	-	-
Actions rachetées	(1 799)	(2 037)
<b>Actions en circulation à la fin de la période</b>	2 693	2 976

**ÉTAT DES PLACEMENTS**

au 30 septembre 2009 (non vérifié)

	Nombre de parts, d'actions ou valeur nominale	Coût moyen (en milliers de \$)	Juste valeur (en milliers de \$)
<b>INSTRUMENTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE</b>			
Banque de Montréal, 0,25 %, 14-10-09	6 000 000	5 999	5 999
La Banque de Nouvelle-Écosse, 0,28 %, 09-10-09	7 000 000	6 996	6 996
Diversified Trust, 0,46 %, 30-11-09	3 500 000	3 497	3 497
Gouvernement du Canada, 0,24 %, 01-10-09	13 000 000	12 992	12 992
Gouvernement du Canada, 0,23 %, 10-12-09	20 000 000	19 987	19 987
Compagnie Pétrolière Impériale Limitée, 0,25 %, 22-10-09	5 000 000	4 999	4 999
OMERS Realty Corp., 09-12-09, 0,30 %	4 000 000	3 997	3 997
OMERS Realty Corp., 05-10-09, 0,31 %	2 000 000	1 999	1 999
Banque Royale du Canada, 01-10-09, 0,20 %	5 700 000	5 700	5 700
Summit Trust, 30-11-09, 0,46 %	3 500 000	3 497	3 497
La Banque Toronto-Dominion, 0,24 %, 06-10-09	6 000 000	5 999	5 999
<b>TOTAL DES PLACEMENTS</b>		<u>75 662</u>	<u>75 662</u>
<b>Actif net</b>			
Total des placements			75 662
Encaisse			254
Autres éléments d'actif (de passif) net			354
			<u>76 270</u>

**1. Modalités d'organisation de la Société et du Fonds, date de fin de période et généralités**

a) Modalités d'organisation de la Société et du Fonds et date de fin de période

La Société de fonds Groupe Investors Inc. (la « Société ») est une société de fonds communs de placement qui a été constituée, en vertu des lois canadiennes, le 17 juillet 2002. Le Fonds représente une catégorie d'actions de la Société. La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de fonds communs de placement. Les actions de série Z ne peuvent être achetées que par d'autres fonds du Groupe Investors ou d'autres investisseurs institutionnels accrédités. Toutes les séries participent généralement aux activités d'exploitation du Fonds, y compris au bénéfice net, au gain (à la perte) réalisé(e) et au gain (à la perte) non réalisé(e) au prorata, sauf pour les éléments attribuables spécifiquement à une ou plusieurs séries. Les dividendes peuvent varier d'une série à l'autre partiellement en raison des écarts entre les charges engagées par les différentes séries.

Les états financiers du Fonds sont présentés aux 30 septembre 2009 et 2008 et pour les semestres terminés à ces dates, à l'exception de l'information comparative présentée dans l'état de l'actif net, laquelle est en date du 31 mars 2009. Le cas échéant, les résultats financiers du Fonds ou des séries constitués au cours de ces périodes sont présentés depuis le début de leurs activités jusqu'au 30 septembre, selon le cas, de la période à l'étude.

À la fermeture des bureaux le 30 septembre 2008, le Fonds a changé sa date de fin d'exercice du 30 septembre au 31 mars.

b) Généralités

La Société de gestion d'investissement I.G. Ltée est le gérant du Fonds. Les distributeurs du Fonds sont Services Financiers Groupe Investors Inc. et Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. (collectivement, les « distributeurs »). Ces sociétés sont indirectement des filiales en propriété exclusive de Société financière IGM Inc.

Société financière IGM Inc. est une filiale de Corporation Financière Power et de Power Corporation du Canada. Corporation Financière Power détient également la majeure partie de Great-West Lifeco Inc. et de ses sociétés apparentées; par conséquent, ces sociétés sont considérées comme des affiliées du gérant et des distributeurs. Le Fonds peut investir dans certains titres du groupe de sociétés de Power, sous réserve de certains critères de gouvernance. Ces titres font l'objet d'un renvoi à l'état des placements du Fonds au 30 septembre 2009. Toutes les opérations effectuées au cours de la période ont été faites par l'entremise d'intermédiaires du marché et selon les modalités applicables sur le marché.

Le Fonds peut parfois échanger des titres avec d'autres fonds qui ont le même gérant. Ces échanges sont effectués par l'entremise d'intermédiaires du marché et selon les modalités applicables sur le marché.

**2. Sommaire des principales conventions comptables**

Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Conformément aux PCGR, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés dans les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les notes afférentes aux présents états financiers intermédiaires sont présentées dans un format condensé ou résumé et doivent, par conséquent, être lues à la lumière des états financiers annuels du Fonds au 31 mars 2009. Ces états financiers intermédiaires ont été dressés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles utilisées pour la préparation des états financiers annuels. Les principales conventions comptables du Fonds sont les suivantes :

a) Évaluation des placements

Les placements sont réputés être détenus à des fins de transaction conformément au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers - comptabilisation et évaluation », (« chapitre 3855 »), et sont donc inscrits à leur juste valeur. Les opérations d'achat et de vente de placements sont inscrites à la date à laquelle elles ont eu lieu. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les placements sont établis selon le coût moyen des placements, compte non tenu des commissions de courtage et des autres frais d'opération. Les commissions de courtage et les autres frais d'opération sont imputés immédiatement au bénéfice net de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les coûts des titres présentés à l'état des placements représentent le montant payé pour chaque titre, compte tenu des commissions de courtage et des autres frais d'opération, et sont déterminés selon la méthode du coût moyen.

i) Titres de participation, obligations et autres fonds communs de placement

Les placements dans des titres cotés en bourse ou sur le marché hors cote sont évalués au cours acheteur de clôture. Les titres sans cours acheteur de clôture disponible sont évalués au dernier cours de négociation ou au cours de clôture. Les placements dans des titres d'un autre fonds commun de placement sont évalués un jour ouvrable à la valeur liquidative par titre calculée conformément aux documents de placement d'un tel fonds commun de placement. Les titres négociés non cotés ou non négociés en bourse, les titres dont le cours acheteur, le dernier cours vendeur ou le cours de clôture ne sont pas disponibles ou les titres dont les cotes sont, selon le gérant, inexactes, douteuses ou ne reflètent pas l'information disponible, sont évalués à leur juste valeur estimative selon des techniques d'évaluation acceptées par l'industrie, notamment des modèles d'évaluation. La juste valeur estimative d'un titre déterminée par des modèles d'évaluation nécessite le recours à des intrants et des hypothèses fondés sur des données du marché observables, notamment la volatilité et les autres taux ou cours applicables. Dans des circonstances limitées, la juste valeur estimative d'un titre peut être déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui ne sont pas étayées par des données du marché observables.

ii) Contrats à terme standardisés

Les contrats à terme standardisés sont évalués au prix de règlement fixé quotidiennement par la bourse sur laquelle ils sont négociés. La valeur d'un contrat correspond au gain ou à la perte qui serait réalisé à la clôture. La marge payée ou déposée à l'égard des contrats à terme standardisés est reflétée à titre de montant net à recevoir pour les écarts sur les contrats à terme standardisés à l'état de l'actif net. Tout changement nécessaire en raison de la variation de la marge est réglé quotidiennement.

iii) Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme sont évalués au montant du gain ou de la perte qui aurait été réalisé à la clôture du contrat à la date des états financiers.

iv) Contrats d'options

Les primes reçues à la souscription d'options sont incluses aux états de l'actif net à titre de passif et sont par la suite ajustées quotidiennement à leur juste valeur. Si une option souscrite vient à échéance sans avoir été exercée, la prime reçue est inscrite à titre de gain réalisé. Lorsqu'une option d'achat souscrite est exercée, l'écart entre le produit de la vente plus la valeur de la prime et le coût du titre est inscrit à titre de gain ou de perte réalisé. Lorsqu'une option de vente souscrite est exercée, le coût du titre acquis correspond au prix d'exercice de l'option moins la prime obtenue.

b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse en dépôt et de titres de créance à court terme dont la durée est de moins de un an au moment de leur acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont réputés être détenus à des fins de transaction et sont donc inscrits à leur juste valeur.

c) Devises

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. La valeur nominale des titres paraissant à l'état des placements est exprimée dans la devise d'origine, à moins d'indication contraire. La valeur nominale des titres de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de la Finlande, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal et de l'Espagne est exprimée en euros, à moins d'indication contraire. Les soldes en devises ont été convertis en dollars canadiens, de la façon suivante :

i) la juste valeur des placements et les autres actifs et passifs, au taux de change en vigueur à la fin de la période;

ii) le revenu, les charges, les achats et ventes de placements, au taux de change en vigueur aux dates auxquelles ces opérations ont eu lieu.

d) Constatation du revenu

Le revenu de placement est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le revenu de dividende est constaté au moment où le titre est négocié ex-dividende. Le revenu d'intérêt est fondé sur le nombre de jours pendant lesquels le placement est détenu au cours de la période.

**2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)**

e) Opérations de prêt et de mise en pension de titres

Le Fonds est autorisé à conclure des opérations de prêt, de mise en pension de titres et de prise en pension de titres tel qu'il a été défini dans le prospectus simplifié du Fonds. Ces opérations s'effectuent par l'échange temporaire de titres contre des biens donnés en garantie comportant l'engagement de rendre les mêmes titres à une date ultérieure. Le revenu tiré de ces opérations se présente sous forme de frais réglés par la contrepartie et, dans certains cas, sous forme d'intérêts sur les espèces ou les titres détenus en garantie. Le revenu tiré de ces opérations est inscrit selon la méthode de la comptabilité d'exercice et inclus à l'état des résultats. Toutes les contreparties ont une cote de crédit suffisante et approuvée et la valeur des espèces ou des titres détenus en garantie doit équivaloir à au moins 102 % de la juste valeur des titres prêtés, vendus ou achetés. La valeur des titres prêtés et des garanties sur opérations de prêt de titres à la fin des périodes, le cas échéant, est indiquée à la note 10. Les garanties reçues comprennent des titres de créance du gouvernement du Canada et ceux d'autres pays, des gouvernements provinciaux et d'administrations municipales canadiens et d'institutions financières.

f) Renseignements par action

i) L'actif net par action est obtenu en divisant l'actif net attribuable à une série, déterminé selon les PCGR, par le nombre total d'actions de la série en circulation.

ii) L'augmentation (la diminution) nette de l'actif net liée aux activités par action représente l'augmentation (la diminution) nette de l'actif net de la série liée aux activités de la période divisée par le nombre moyen pondéré d'actions de la série en circulation au cours de la période.

g) Autres actifs et passifs

Pour les besoins du classement, conformément au chapitre 3855, les intérêts courus et les dividendes à recevoir pour les titres émis, les montants à recevoir des courtiers et du gérant, ainsi que les autres actifs nets sont désignés comme prêts et créances, et constatés au coût ou au coût après amortissement. De façon similaire, les montants à verser aux courtiers, les créateurs pour titres rachetés, les charges à payer et les autres passifs sont désignés comme autres passifs financiers et sont constatés au coût ou au coût après amortissement. Le coût ou le coût après amortissement avoisine la juste valeur de ces actifs et passifs.

h) Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été retraités pour en permettre la comparaison avec ceux de la période à l'étude.

i) Changements de conventions comptables

Le 1<sup>er</sup> octobre 2007, le Fonds a adopté les dispositions du chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir » (« chapitre 3862 »), et celles du chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation » (« chapitre 3863 »), qui remplacent le chapitre 3861. Le chapitre 3862 exige davantage d'informations à fournir quant à la nature et à l'étendue des risques découlant des instruments financiers, ainsi qu'à la façon dont le Fonds gère ces risques. Le chapitre 3863 reprend les exigences du chapitre 3861 en matière de présentation par rapport aux instruments financiers.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> octobre 2008, le Fonds a adopté l'Abrégé 173 du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN »), « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers ». L'Abrégé 173 précise que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des instruments financiers. L'adoption de l'Abrégé 173 n'a eu aucune incidence sur les états financiers du Fonds.

j) Futures modifications comptables

L'ICCA a publié des modifications au chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », afin de se conformer à la norme IFRS 7, « Instruments financiers – informations à fournir ». Les modifications exigent que tous les instruments financiers mesurés à la juste valeur soient classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les mesures de la juste valeur en fonction de l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. Ces modifications s'appliquent aux états financiers annuels des exercices terminés après le 30 septembre 2009. Le Fonds présentera ces informations dans ses états financiers annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010.

Le Conseil des normes comptables (« CNC ») du Canada a confirmé son projet d'adopter les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), publiées par le Conseil des normes comptables internationales, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le Fonds a l'intention d'adopter les IFRS conformément au plan du CNC. Les premiers états financiers que le Fonds dressera selon les IFRS seront ceux de la période intermédiaire se terminant le 30 septembre 2011.

Le gérant a commencé à planifier le passage aux IFRS, notamment en relevant les principales différences entre les PCGR du Canada et les IFRS et en évaluant les incidences probables de cette transition sur l'ensemble des activités commerciales connexes.

D'après les résultats de l'analyse, jusqu'à présent, des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS par le gérant, l'incidence du passage aux IFRS devrait se limiter à la présentation d'une note supplémentaire et à une possible modification de la présentation d'ensemble des états financiers; la valeur liquidative par titre ne devrait pas être touchée par l'adoption des IFRS. Cependant, les conclusions de cette évaluation pourraient changer si de nouvelles normes ou de nouvelles interprétations de normes existantes étaient émises.

**3. Frais de gestion et autres charges**

a) Chaque série du Fonds engagera des charges qui pourront être affectées particulièrement à la série. Les charges courantes du Fonds seront affectées aux séries du Fonds au prorata. Les charges courantes de la Société sont affectées aux Fonds au prorata.

b) Le gérant offre ou prévoit la prestation de services de placement et de services-conseils moyennant des frais de gestion. Il y a lieu de se reporter à la note 10 pour connaître le taux annuel (en pourcentage de l'actif moyen) payé par le Fonds.

c) Le Fonds verse des frais administratifs au gérant et, en retour, celui-ci prend en charge les frais d'exploitation du Fonds, à l'exception de certains frais spécifiques liés au Fonds. Il y a lieu de se reporter à la note 10 pour connaître les taux annuels (en pourcentage de l'actif moyen) payés par le Fonds, y compris les ajustements nécessaires pour tenir compte de la période transitoire.

Les autres frais liés au Fonds comprennent les taxes et les impôts (y compris, sans toutefois s'y limiter, la TPS, l'impôt sur le bénéfice et l'impôt sur le capital), les coûts des opérations de vente et d'achat de placements et d'instruments dérivés, les intérêts et les coûts d'emprunt, de même que les coûts liés au Comité d'examen indépendant du Fonds (« CEI »).

d) Le Fonds peut verser aux distributeurs des frais de service afin de les rémunérer pour la prestation de services auprès du Fonds. Il y a lieu de se reporter à la note 10 pour connaître les taux annuels (en pourcentage de l'actif moyen) payés par le Fonds.

e) La TPS versée par le Fonds à l'égard de ses charges ne peut être recouvrée.

f) Les autres charges comprennent les intérêts et les coûts d'emprunt, les coûts liés au CEI et d'autres charges diverses.

g) Le gérant peut, à son gré, payer certaines charges du Fonds pour que son rendement demeure concurrentiel. Toutefois, il n'existe aucune garantie que cela se produira. Toute charge assumée par le gérant au cours de la période a été indiquée aux états des résultats.

**4. Valeur liquidative par action**

La valeur liquidative (« VL aux fins du rachat ») par action est obtenue en divisant la valeur liquidative attribuable à une série, déterminée pour l'achat ou le rachat d'actions conformément au prospectus et à la notice annuelle du Fonds, par le nombre total d'actions de la série en circulation. Cette valeur peut différer du calcul de la valeur liquidative par action, qui est indiquée à l'état de l'actif net. Généralement, l'écart s'explique par l'évaluation des titres négociés activement au cours acheteur selon les PCGR, alors que la VL aux fins du rachat repose sur le cours de clôture pour déterminer la juste valeur pour l'achat et le rachat des actions. Il y a lieu de se reporter à la note 10 pour connaître les valeurs liquidatives par action du Fonds au 30 septembre 2009 et au 31 mars 2009.

**5. Impôts sur le bénéfice**

La Société est reconnue à titre de société de fonds communs de placement selon la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). À titre de société de fonds communs de placement, la Société calcule son bénéfice net (sa perte nette) et ses gains nets (ses pertes nettes) en capital comme une entité unique aux fins de l'impôt, et non fonds par fonds. Ainsi, les pertes nettes d'un fonds de la Société de fonds peuvent être utilisées pour contrebalancer les gains nets d'un autre fonds de la Société de fonds afin de réduire le total du bénéfice net ou des gains nets de la Société dans son ensemble. La fin de l'année d'imposition de la Société de fonds est le 31 décembre.

**5. Impôts sur le bénéfice (suite)**

Les règles fiscales générales relatives à une société ouverte s'appliquent aussi aux sociétés de fonds communs de placement à l'exception du fait que les impôts sur le bénéfice exigibles sur les gains en capital sont remboursables en fonction d'une formule lorsque les actions émises de la Société sont rachetées ou que les dividendes de gains en capital sont versés. La Société a droit à un remboursement d'impôts de un tiers des dividendes reçus de certaines sociétés canadiennes imposables. Les remboursements de ces impôts peuvent être obtenus au taux de 1 \$ pour chaque tranche de 3 \$ de dividendes réguliers versés. Dans la mesure où un bénéfice net est tiré d'autres sources (telles que les intérêts et les revenus étrangers), il est imposé au taux général d'imposition des sociétés avant réductions du taux général. Dans l'éventualité d'une perte globale pour la Société, cette perte pourra être reportée en arrière de trois ans ou en avant de une année et utilisée pour réduire les impôts exigibles pour ces années.

À la fin de la dernière année d'imposition, la Société disposait de 47 905 000 \$ (47 905 000 \$ au 31 mars 2009) au titre de pertes en capital pouvant servir à contrebalancer des gains en capital futurs.

La Société et chaque fonds appliquent la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser les impôts sur le bénéfice. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs correspondent aux conséquences fiscales prévues des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leurs assiettes fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés en fonction des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer lorsque les éléments sous-jacents des produits et des charges devraient se réaliser.

Les écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs aux fins comptables et fiscales entraînent des actifs et des passifs d'impôts futurs. Lorsque la juste valeur des placements de portefeuille excède leur coût, un passif d'impôts futurs en découle. Ce passif d'impôts futurs pour les impôts recouvrables à payer est compensé par le recouvrement attendu au moment du versement des dividendes en gains en capital. Lorsque le coût des placements de portefeuille excède leur juste valeur, un actif d'impôts futurs en découle. Une provision pour moins-value est appliquée pour contrebalancer cet actif, étant donné l'incertitude que le Fonds réalise ultimement cet actif futur.

**6. Rabais de courtage sur titres gérés**

Les commissions totales versées par le Fonds aux courtiers en regard des opérations de portefeuille pour les périodes terminées les 30 septembre 2009 et 2008 ainsi que les autres frais d'opération sont présentés dans l'état des résultats. Les opérations de courtage sont réparties entre les courtiers selon les meilleurs résultats nets du Fonds. Sous réserve de ce critère, il peut y avoir une préférence pour des firmes de courtage qui offrent certains services (ou payent pour ces derniers) (les arrangements sont appelés « rabais de courtage sur titres gérés »), services pouvant comprendre la recherche, l'analyse et les rapports de placements ainsi que les bases de données et les logiciels en lien avec ces services. Le cas échéant et de façon vérifiable, la valeur des services fournis par des tiers ayant été payés par des courtiers au cours des périodes est présentée à la note 10. Il n'est pas possible de faire une estimation raisonnable de la valeur de certains services exclusifs offerts par les courtiers.

**7. Passif éventuel**

En vertu des ententes entre les membres du CEI et le gérant, au nom du Fonds, tous les membres du CEI sont indemnisés pour les passifs et les coûts engendrés par toute action ou poursuite intentée contre eux du fait d'être ou d'avoir été membres du CEI, à la condition qu'ils aient agi en toute honnêteté et de bonne foi, dans le meilleur intérêt du Fonds, ou, dans le cas d'une action ou d'une poursuite criminelle ou administrative donnant lieu à des sanctions monétaires, qu'ils aient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était légale. Aucune réclamation de la sorte n'a été faite et, à ce titre, aucun montant relatif à des indemnités n'a été inscrit dans les présents états financiers.

**8. Risque lié aux instruments financiers**

Les activités de placement du Fonds l'exposent à une gamme de risques financiers. L'état des placements présente les titres détenus par le Fonds à la fin de la période.

a) Risque d'illiquidité

Le Fonds est exposé quotidiennement aux rachats en espèces d'actions rachetables. Conformément à la réglementation des valeurs mobilières, le Fonds doit conserver au moins 90 % de son actif dans des placements liquides (c.-à-d. des placements négociés sur un marché actif et qui peuvent facilement être vendus). De plus, le Fonds maintient une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants pour assurer une liquidité adéquate. Le Fonds peut également emprunter jusqu'à concurrence de 5 % de la valeur de son actif net pour financer ses rachats. L'état des placements désigne tous les titres qui ne sont pas négociés sur un marché actif.

b) Risque de change

Le risque de change est le risque que les instruments financiers libellés ou échangés en une monnaie autre que le dollar canadien, monnaie de présentation du Fonds, subissent des fluctuations en raison des variations des taux de change.

La note 10 indique les devises à l'égard desquelles le Fonds a couru un risque important, notamment le capital sous-jacent de contrats de change à terme, en fin de période en dollars canadiens, le cas échéant. Les autres actifs et passifs financiers (y compris les dividendes et les intérêts à recevoir et les montants à recevoir ou à payer à l'égard des titres vendus ou achetés) libellés en devises n'exposent pas le Fonds à un risque de change important.

c) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié aux instruments financiers portant intérêt tels que les obligations. Le risque que court le Fonds découle de la variation de la valeur des instruments financiers portant intérêt selon les variations des taux d'intérêt du marché en vigueur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres instruments du marché monétaire sont, par nature, à court terme et ne courent généralement pas de risque important de taux d'intérêt. La note 10 résume l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt, s'il y a lieu.

d) Autres risques liés au cours

Les autres risques liés au cours comprennent le risque que la valeur des instruments financiers suive les variations des cours du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que cette fluctuation découle de facteurs propres à un placement individuel, à son émetteur ou à d'autres facteurs ayant une incidence sur tous les instruments négociés sur un marché ou un secteur de marché. Tous les titres présentent un risque de perte en capital. Le gérant atténue ce risque par une sélection minutieuse de titres et d'autres instruments financiers conformes à la stratégie de placement. À l'exception des options souscrites et des contrats à terme standardisés, le risque maximal lié aux instruments financiers correspond à leur juste valeur. Le risque maximal de perte sur ces options souscrites et contrats à terme standardisés correspond à leur valeur notionnelle. Toutefois, les options souscrites sont utilisées dans le cadre du processus de gestion de placement global pour gérer le risque lié aux titres sous-jacents et ne font généralement pas augmenter le risque de perte global du Fonds. La note 10 résume l'exposition du Fonds aux autres risques liés au cours, s'il y a lieu.

e) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie contractante à un instrument financier n'assume pas une obligation ou un engagement pris envers le Fonds. La note 10 résume l'exposition du Fonds au risque de crédit découlant des titres de créance tels que les obligations, le cas échéant.

Toutes les opérations sur titres cotés sont réglées/payées sur livraison par des courtiers approuvés. Le risque de défaut est jugé minimal, étant donné que la livraison des titres vendus ne se fait qu'après la réception du paiement par le courtier. Le paiement est fait à l'achat une fois que les titres ont été reçus par le courtier.

La valeur comptable des placements correspond au risque maximal de crédit. La valeur comptable des autres actifs correspond également au risque maximal de crédit, puisqu'ils seront réglés à court terme.

Le Fonds peut conclure des opérations de prêt sur titres avec d'autres parties dans le cadre desquelles il échange temporairement des titres aux termes de garanties avec engagement de l'autre partie à livrer les mêmes titres à une date ultérieure. Le risque de crédit associé à ces opérations est jugé minimal puisque toutes les autres parties ont une cote de crédit approuvée et suffisante, et que la valeur en espèces des titres détenus comme garantie doit être d'au moins 102 % de la juste valeur des titres prêtés.

**9. Renseignements supplémentaires disponibles**

Toute personne peut obtenir sans frais un exemplaire du prospectus simplifié, de la notice annuelle et du rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds, en écrivant à : Services Financiers Groupe Investors Inc., 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba), R3C 3B6 ou, au Québec, 2001, rue University, bureau 2000, Montréal (Québec), H3A 2A6, ou en composant le numéro sans frais 1-888-746-6344 (1-800-661-4578 au Québec).

**10. Renseignements propres au Fonds**

a) Renseignements sur le Fonds et les séries

Séries	Début des activités <sup>1</sup>	Frais d'acquisition reportés	Frais de gestion	Frais de service	Frais d'administration <sup>2</sup>	Valeur liquidative par action (en \$)	
						au 30 septembre 2009	au 31 mars 2009
Série A	s. o.	Jusqu'à 5,50 %	1,05 %	- %	0,11 %	11,27	11,27
Série B	s. o.	- %	1,05 %	- %	0,11 %	11,27	11,27

<sup>1</sup> Si au cours des périodes comprises dans la période de deux ans terminée le 30 septembre 2009.

<sup>2</sup> Les frais d'administration présentés dans le tableau correspondent à ceux de la période terminée le 30 septembre 2009.

Les chiffres correspondants de la période terminée le 30 septembre 2008 sont les suivants : 0,10 % pour la série A et 0,10 % pour la série B.

b) Rabais de courtage sur titres gérés (en milliers de \$)

Pour les semestres terminés les 30 septembre

2009	2008
-	-

c) Prêt de titres (en milliers de \$)

30 septembre 2009		31 mars 2009	
Valeur des titres prêtés	Valeur des biens reçus en garantie	Valeur des titres prêtés	Valeur des biens reçus en garantie
-	-	-	-

d) Risque lié aux instruments financiers

i) Gestion du risque

Le gérant cherche à atténuer les éventuelles répercussions néfastes du risque lié aux instruments financiers sur le rendement du Fonds par l'embauche de conseillers en portefeuille professionnels et expérimentés, par la surveillance quotidienne des positions du Fonds et des événements de marché ainsi que par la diversification du portefeuille de placements en respectant les contraintes de l'objectif de placement. Pour aider à la gestion du risque, le gérant utilise également des lignes directrices internes qui ciblent chaque type de risque, maintient une structure de gouvernance qui contrôle les activités de placement du Fonds et surveille la conformité à la stratégie de placement établie du Fonds, aux lignes directrices internes et à la réglementation des valeurs mobilières.

Le portefeuille de placements est composé essentiellement de titres à court terme du marché monétaire canadien. Le Fonds peut investir dans des titres de créance à court terme émis ou garantis par les gouvernements fédéral ou provinciaux ou par une administration municipale, par des banques à charte et par des sociétés, notamment dans des titres adossés à des actifs.

ii) Risque de change

Au 30 septembre 2009 et au 31 mars 2009, le Fonds n'était pas exposé de façon notable au risque de change.

iii) Risque de taux d'intérêt

En raison de la nature à court terme des instruments détenus par le Fonds, le Fonds n'est pas exposé de façon notable au risque que la valeur des instruments financiers portant intérêt fluctue selon les variations des taux d'intérêt du marché en vigueur.

iv) Autres risques liés aux cours

Au 30 septembre 2009 et au 31 mars 2009, le Fonds n'était pas exposé de façon notable aux risques liés aux cours autres que ceux décrits ailleurs dans les présentes notes.

v) Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit est principalement attribuable aux titres de créance. La juste valeur des titres de créance tient compte de la solvabilité de l'émetteur de ces titres. L'exposition maximale au risque liée à un même émetteur de titres de créance (gouvernement du Canada) en date du 30 septembre 2009 représentait 43,2 % (37,5 % au 31 mars 2009) de l'actif net du Fonds. Au 30 septembre 2009 et au 31 mars 2009, les cotes des titres de créance étaient les suivantes :

	30 septembre 2009		31 mars 2009	
	Pourcentage du total des obligations (%)	Pourcentage du total de l'actif net (%)	Pourcentage du total des obligations (%)	Pourcentage du total de l'actif net (%)
R1 (élevé)	93,4	92,6	94,4	93,9
R1 (moyen)	6,6	6,6	5,6	5,5
Total	100,0	99,2	100,0	99,4

Les cotes de solvabilité se fondent sur celles de DBRS, Standard & Poor's ou Moody's.